

Climat & Sécurité Cambodge

Indicateurs clés

Population totale : 16 249 798 hab.
Est. population 2050 : 21 861 000 hab.
Population urbaine : 23,39 %
Indice de fécondité : 2,5 enfants/femme
Taux de chômage (jeunes) : 0,65 % (1,03 %)
Taux de pauvreté : NC

PIB : 24 444 millions de \$US

Primaire : 25,3 %

Secondaire : 32,8 %

Tertiaire : 41,9 %

Exportations : 14 350 millions de \$US

Importations : 19 070 millions de \$US

Bases françaises : 0

Importations d'énergie nette : 33,12 %
de l'utilisation d'énergie (2014)



Facteurs climatiques

Climat : Tropical, mousson de mai à novembre.

Risques et tendances climatiques 2050 :

- Augmentation de la variabilité des précipitations et des inondations
- Augmentation de l'intensité et de l'occurrence des épisodes de sécheresses
- Augmentation des températures jusqu'à +2,6 °C d'ici 2050
- Hausse du niveau de la mer jusqu'à +56 centimètres d'ici 2090.

Catastrophes naturelles :

Inondations, sécheresses, augmentation des maladies vectorielles.

Défense

Effectif : 79 000 pers.

Budget : 1 000 millions de \$US (est.)

Gestion des catast. naturelles

National Committee for Disaster Management (NCDM).

Atouts

- Croissance économique en hausse depuis les années 2000
- Bassins du Mékong et du Tonle Sap, producteurs de ressources halieutiques.

Faiblesses

- Population dépendante de l'agriculture, en particulier des rizières
- Champs agricoles exposés aux sécheresses et inondations
- Pays pauvre dont les mesures d'atténuation et d'adaptation sont conditionnées par l'aide internationale.

Résumé

- Le Cambodge est très vulnérable aux impacts des changements climatiques.
- Les revenus des habitants dépendent largement de l'agriculture, elle-même exposée aux sécheresses et inondations. Les bassins du Tonle Sap et du Mékong concentrent la population et subissent les aléas climatiques.
- Cette vulnérabilité est prise en compte par le gouvernement depuis 2006. Les efforts dans la réduction des risques et dans les mesures d'atténuation se sont multipliés mais les personnels manquent de compétences techniques.
- Les politiques climatiques et de gestion des risques se superposent et il existe des lacunes de financement et une forte corruption.